



Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires picards

En l'espace de trente ans, les mutations économiques ont fortement recomposé l'économie picarde. L'emploi a évolué très différemment selon les zones d'emploi. Ainsi, il a augmenté dans les territoires où les fonctions liées à l'économie de la connaissance et les fonctions tournées vers les services à la population ont le plus progressé, telles les zones d'emploi de Compiègne, Beauvais et Amiens.

À l'inverse, les zones d'emploi de l'Est de la Somme et du Nord de l'Aisne notamment, ont subi de fortes réductions d'effectifs dans les fonctions de fabrication industrielle et de production agricole, et l'emploi s'est contracté. Ces territoires ont ressenti plus durement les effets de la crise économique de 2008-2009.

Martial Maillard et Gwénaëlle Rimajou, Insee

De 1982 à 2011, le nombre total d'emplois a augmenté de +7,6 % en Picardie, moins rapidement que la population (+29,5 % sur la même période). Cette croissance de l'emploi est presque trois fois moins soutenue que dans l'ensemble de la France métropolitaine (+20,5 %) et la Picardie fait partie des régions où elle a été la moins dynamique (*figure 1*). La région se situe au 17^e rang sur 22 régions métropolitaines, derrière le Nord-Pas-de-Calais (13^e) et la Haute-Normandie (14^e), mais devant la Champagne-Ardenne (21^e).

Une croissance de l'emploi freinée par le net repli des effectifs de la sphère productive

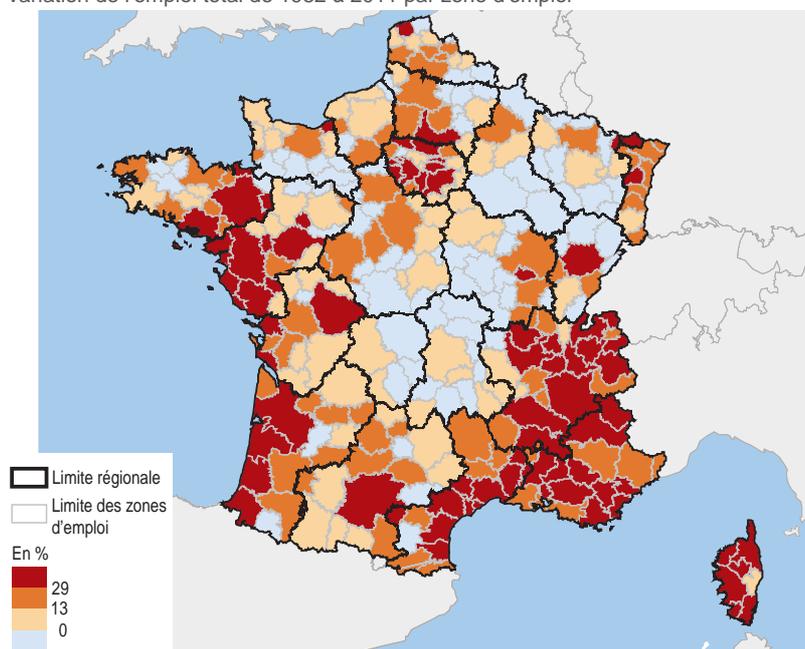
Pour mieux comprendre ces évolutions, une première approche consiste à répartir les effectifs en deux "sphères" (*définitions*). Dans ce cadre, la plus faible progression de l'emploi total en Picardie de 1982 à 2011 résulte avant tout de la forte diminution des effectifs de l'économie "productive". Cette sphère regroupe les activités potentiellement exportatrices de biens et de services, soit pour l'essentiel l'agriculture, l'industrie, le commerce de

gros et les services aux entreprises. Entre 1982 et 2011, la contribution (*définitions*) de la sphère productive à l'évolution de

l'emploi picard est de -11,8 points contre seulement -2,6 points au niveau métropolitain. En effet, la Picardie, région his-

1 L'emploi en progression dans l'Ouest de la Picardie, en recul dans l'Est

Variation de l'emploi total de 1982 à 2011 par zone d'emploi



Sources : recensements de la population, exploitations complémentaires au lieu de travail

toriquement industrielle, a perdu 23,5 % de ses effectifs de l'économie productive contre -5,9 % pour la métropole. De plus, en 1982, la part de cette sphère dans l'emploi était plus importante en Picardie qu'en France métropolitaine (50,0 % contre 44,2 %).

La sphère "présentielle", tournée vers la satisfaction des besoins des personnes présentes, qu'elles soient résidentes ou touristes, regroupe notamment la construction, le commerce de détail, la santé et l'action sociale, l'éducation, les services aux particuliers et l'administration. Du fait de la croissance démographique, cette sphère a contribué pour +19,3 points à l'évolution de l'emploi régional sur cette période, soit presque autant que dans l'ensemble de la métropole (+23,1 points). La croissance plus modérée de l'emploi en Picardie au cours de ces trente ans s'explique ainsi largement par l'orientation productive de l'économie régionale et l'intensité des pertes d'emploi dans cette sphère.

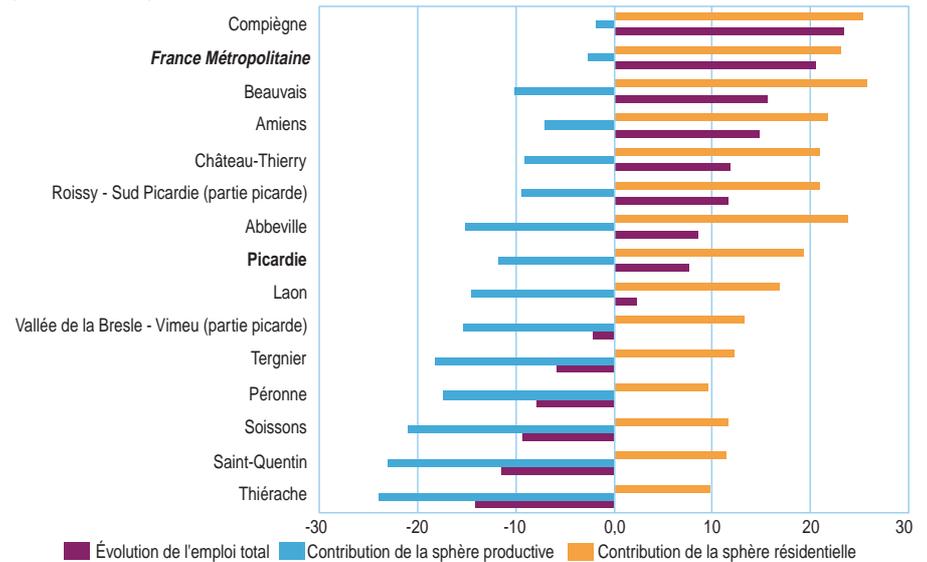
Des disparités d'évolution de l'emploi selon les territoires

Au plan national, les évolutions de l'emploi sont contrastées entre les zones d'emploi (*figure 1*). Il a diminué dans un quart d'entre elles, situées notamment dans le Nord-Est et le Massif Central, où les activités industrielles et agricoles étaient encore très présentes au début des années 80. À l'inverse, l'emploi a progressé d'au moins 30 % dans un autre quart des zones d'emploi, le plus souvent localisées au Sud, à l'Ouest et en Île-de-France. En Picardie, l'évolution de l'emploi total de 1982 à 2011 présente également des disparités entre les treize zones d'emploi (*figure 2*). Sept zones d'emploi picardes ont gagné des emplois : Compiègne, Beauvais, Amiens, et dans une moindre mesure, Château-Thierry, Abbeville, Laon et la partie picarde de la zone de Roissy-Sud Picardie. Les autres zones en ont perdu, en particulier dans le Nord de l'Aisne.

Dans la région, au cours de cette période, toutes les zones d'emploi ont, à des degrés divers, à la fois perdu des emplois dans la sphère productive et gagné dans la sphère résidentielle. En tendance, la croissance de l'emploi présentiel est d'autant plus importante que l'emploi de la sphère productive a mieux résisté (*figure 2*). Les zones où la main-d'œuvre de la sphère productive a décliné ont de ce fait vu partir des habitants, dont la consommation et le recours à des services publics et privés ont fait défaut au développement de la sphère présenteielle. La zone d'Abbeville fait exception à cette règle. Elle a subi une forte érosion de ses effectifs de la sphère productive, mais elle a pourtant gagné un nombre plus important d'emplois (+8,6 %) du fait d'une contribution très favorable de la sphère présenteielle, liée à la vocation touristique de la partie littorale de la zone et à l'installation de retraités.

2 Une évolution de l'emploi plus favorable dans les territoires où la sphère productive a mieux résisté

Contributions des sphères de l'économie à l'évolution de l'emploi de 1982 à 2011 par zone d'emploi



Note de lecture : en Thiérache, l'emploi total a régressé de -14,1 % de 1982 à 2011. En repli, la sphère productive a contribué pour -24,0 points à cette évolution et la sphère résidentielle, en croissance, pour +9,9 points.
Sources : recensements de la population, exploitations complémentaires au lieu de travail

3 Une vive percée des fonctions à orientation présenteielle

Répartition de l'emploi par groupe de fonctions en Picardie



Sources : recensements de la population, exploitations complémentaires au lieu de travail

Une seconde approche, par fonction, permet d'affiner l'analyse des évolutions entre les zones d'emploi. En effet, en l'espace de ces trente ans marqués par de profondes mutations économiques, les fonctions occupées par les actifs au sein des sphères ne sont plus les mêmes et la localisation de ces fonctions s'est déplacée. Cette approche des fonctions remplies par les actifs repose sur la profession qu'ils exercent. Les professions sont réparties en quinze fonctions, transversales aux secteurs d'activité et aux niveaux de qualification (*définitions*).

Une recomposition de la structure fonctionnelle de l'économie picarde

En trente ans, la structure de l'économie picarde s'est recomposée. Les fonctions de production concrète (agriculture, bâtiment-travaux publics et fabrication) ont perdu 42,0 % de leurs effectifs et leur part dans l'emploi a été divisée par deux (*figure 3*). Ce repli trouve son origine dans la diminution de l'emploi agricole et dans les réductions de postes dans la plupart des secteurs industriels en lien avec l'introduction de nouveaux processus de production,

l'externalisation de certains services et la délocalisation de certaines activités.

À l'inverse, les fonctions métropolitaines que sont le commerce inter-entreprises, la conception-recherche, la culture et les loisirs, la gestion et les prestations intellectuelles ont progressé de 39,7 %. Liées à l'économie de la connaissance et en nette croissance dans les territoires picards les plus dynamiques, elles font appel à des actifs beaucoup plus qualifiés que ceux des fonctions de production concrète. Néanmoins, les fonctions métropolitaines ont moins contribué à la croissance de l'emploi en Picardie qu'au niveau métropolitain (+5,6 points contre +11,4 points), du fait d'un essor moins rapide alors qu'elles y étaient moins présentes. De 1982 à 2011, la croissance des emplois dans les fonctions à orientation présenteielle (administration publique, distribution, éducation-formation, santé-action sociale et services de proximité) a été deux fois plus forte que celle de la population (+58,9 % contre +29,5 %), et proche du rythme métropolitain (+63,0 %). Le développement dans les territoires de ces fonctions, dont relèvent 41 % des actifs picards en 2011, a été d'autant plus

vigoureux que la démographie y a été dynamique. Les trois principales fonctions motrices de cette croissance ont été l'administration publique, la santé-action sociale et les services de proximité, notamment dans les territoires en difficulté. Il apparaît donc que le maintien de l'emploi dans ces territoires est étroitement lié aux politiques publiques, sociales et fiscales. Transversales à l'économie, les fonctions transports-logistique et entretien-réparation ont gagné 16,2 % d'effectifs sur cette période, soit un peu plus qu'au niveau métropolitain (+ 14,7 %).

Les fonctions métropolitaines, moteurs de l'emploi dans les zones de Compiègne, Beauvais, Amiens et Roissy-Sud Picardie

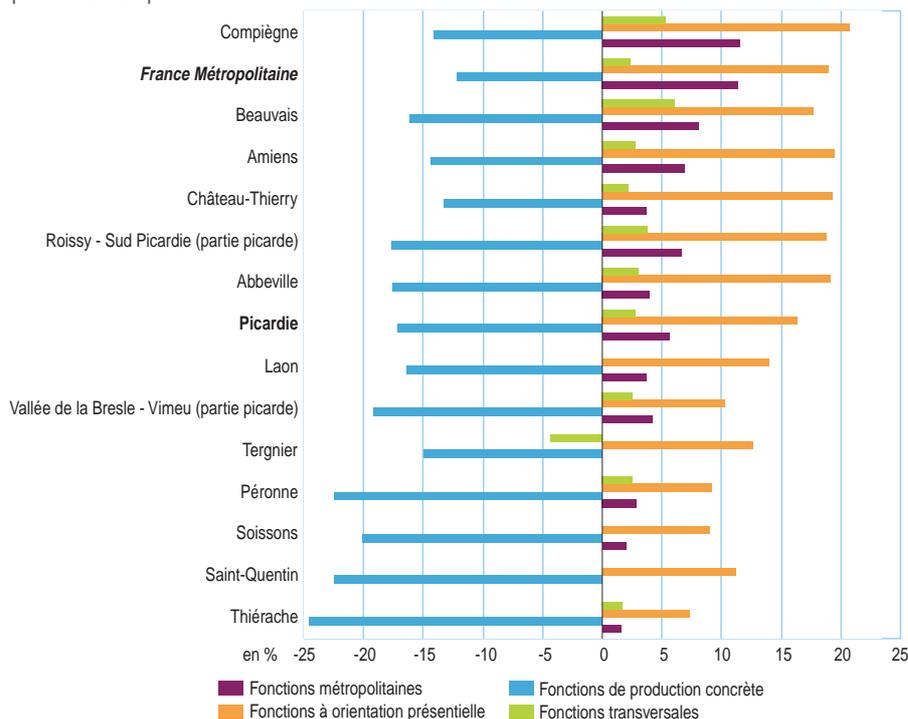
Le dynamisme des fonctions métropolitaines a tiré l'emploi dans les zones de Beauvais, Compiègne et Amiens, territoires picards qui ont créé proportionnellement le plus d'emplois de 1982 à 2011 (figure 4). Les fonctions transversales ont fortement contribué à cette croissance dans les zones de Beauvais et Compiègne, et notamment la fonction transports-logistique, dans ces territoires qui bénéficient de la proximité de l'Île-de-France, vaste marché de près de 12 millions d'habitants. Bénéficiant de la demande des consommateurs que sont les actifs des fonctions métropolitaines et transversales ainsi que leurs familles, les fonctions à orientation présente y ont connu une expansion plus marquée que dans la plupart des autres territoires picards et comparable à la moyenne nationale. L'attractivité résidentielle de ces territoires vis-à-vis de l'Île-de-France a renforcé cette croissance. La progression de l'emploi est un peu moins soutenue dans la zone d'Amiens où l'essor des fonctions métropolitaines et transversales a été moins vif.

La partie picarde de la zone d'emploi de Roissy-Sud Picardie présente des évolutions analogues, mais avec une progression moins soutenue de l'emploi total du fait de pertes plus lourdes dans les fonctions de production concrètes. La zone d'emploi de Château-Thierry a également bénéficié du desserrement de l'Île-de-France : le développement des fonctions à orientation présente y a entraîné celui de l'emploi total. Les fonctions de production concrète ont par ailleurs mieux résisté dans ce territoire.

Encore très agricole en 1982 avec 18,7 % de l'emploi, soit le double de la moyenne régionale, la zone d'emploi d'Abbeville a subi une forte contribution négative de la fonction agriculture. Les gains dans les fonctions à orientation présente, et notamment dans l'administration publique, la santé-action sociale, mais aussi les services de proximité dans ce territoire touristique dans sa partie littorale, ont permis de compenser.

4 Une contribution notable des fonctions métropolitaines dans les territoires qui ont créé des emplois

Contributions des catégories de fonctions à l'évolution de l'emploi de 1982 à 2011 par zone d'emploi



Note de lecture : dans la zone d'emploi de Compiègne, la contribution des fonctions transversales à la croissance de l'emploi de 1982 à 2011 est de 5,3 points.

Sources : recensements de la population, exploitations complémentaires au lieu de travail

La zone d'emploi de Laon n'a gagné que 2 % d'emplois en trente ans. Son orientation vers les fonctions à orientation présente, liée au statut de chef-lieu de département de Laon, a permis à ce territoire de résister au repli des fonctions de production concrète.

Le Nord de l'Aisne et l'Est de la Somme à la recherche d'une nouvelle dynamique

Les autres zones d'emploi picardes ont perdu des effectifs de 1982 à 2011. Cette baisse reste contenue dans la partie picarde de la zone d'emploi Vallée de la Bresle-Vimeu (-2,1%). En l'absence de villes moyennes, les fonctions à orientation présente se sont développées deux fois moins rapidement dans ce territoire, du fait de l'atonie des fonctions éducation-formation et distribution, car les principaux équipements correspondants sont localisés dans la partie haut-normande de cette zone d'emploi. Un très net repli de la fonction agriculture, malgré une meilleure résistance de la fabrication, a par ailleurs entraîné une baisse marquée des fonctions de production concrète (figure 4).

Plutôt orientée vers la fabrication et les fonctions transversales, la zone de Tergnier a souffert du repli de l'emploi dans ces fonctions, notamment dans les activités de transport et de maintenance ferroviaire. Si la santé-action sociale et les services de proximité ont contribué de façon dynamique à l'emploi, c'est beaucoup moins le cas des autres fonctions à orientation présente,

tandis que les fonctions métropolitaines sont restées stables.

Territoires picards qui ont perdu proportionnellement le plus d'emplois, les zones d'emploi de la Thiérache, de Saint-Quentin, Soissons et Péronne ont cumulé les facteurs défavorables. Bases de l'économie locale encore en 1982, les fonctions de production concrète se sont fortement contractées. Du fait de ces pertes d'emploi, ces territoires peinent à retenir leurs habitants, ce qui freine le développement des fonctions à orientation présente. Ainsi, la contribution de ces fonctions à l'évolution de l'emploi a été deux fois moins rapide que dans les territoires picards les plus dynamiques. Par ailleurs, dans ce contexte peu propice, les fonctions métropolitaines se développent moins rapidement que dans le reste de la région. L'évolution des fonctions transversales apparaît contrastée : assez dynamiques dans la zone de Péronne, elles sont en légère croissance en Thiérache et plutôt en déclin dans celles de Saint-Quentin et de Soissons.

Une accélération du repli de l'économie productive de 2006 à 2011

Marquée par la crise économique de 2008-2009, la période de 2006 à 2011 marque un renversement de tendance. En progression de +0,36 % par an en moyenne de 1982 à 2006, l'emploi régional a ensuite régressé de -0,27 % par an de 2006 à 2011, principalement du fait de l'accélération du repli des effectifs de l'économie productive, cinq fois

plus fort qu'au niveau national. Ainsi, la fabrication est fortement touchée en Picardie, région industrielle très impactée par la crise. Les effectifs des fonctions métropolitaines n'évoluent plus que faiblement, en lien notamment avec des suppressions de postes dans la fonction gestion.

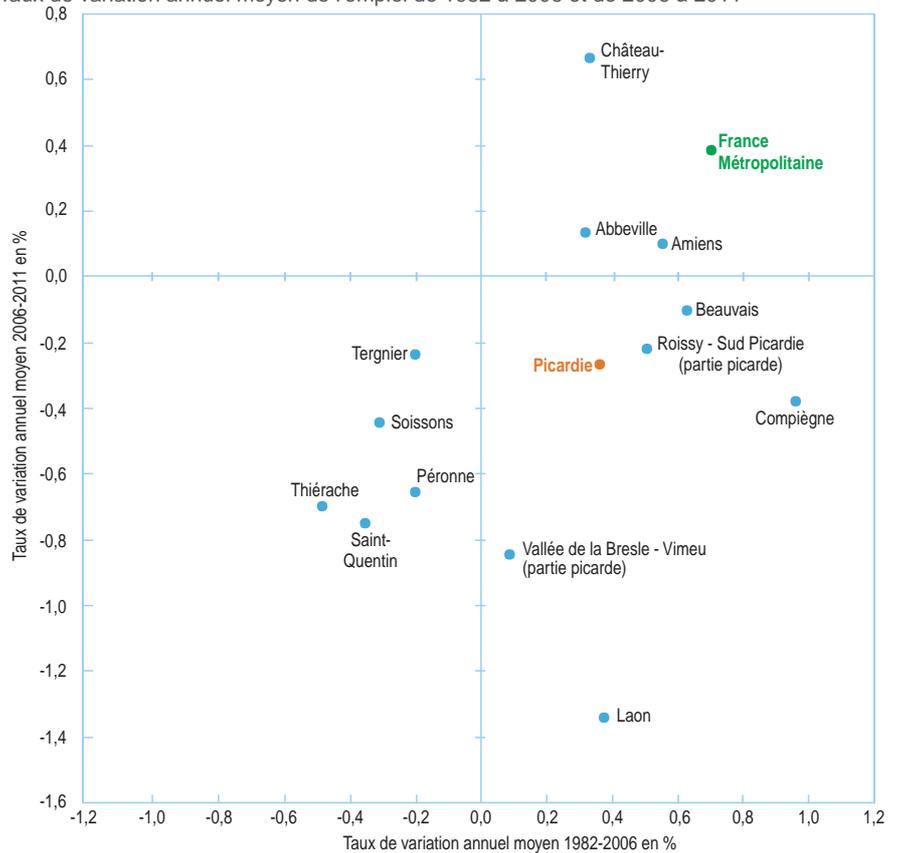
L'économie présente croît à un rythme moins rapide qu'avant 2006, parallèlement au ralentissement de la croissance démographique : la fonction administration publique ne contribue plus à la croissance de l'emploi picard, à présent tiré par les fonctions santé action-sociale et services de proximité.

La proximité francilienne dynamise l'emploi dans la zone d'emploi de Château-Thierry

De 2006 à 2011, les zones d'emploi d'Amiens et Abbeville ont continué à créer des emplois, bien qu'à un rythme moins rapide que par le passé (figure 5). À l'inverse, la croissance de l'emploi s'accélère dans la zone de Château-Thierry, où la sphère résidentielle continue de se développer et la sphère productive résiste mieux qu'ailleurs grâce à la fonction transports-logistique. Au contraire, l'emploi a diminué dans les autres zones d'emploi picardes, à l'instar de 45 % des zones d'emploi de France métropolitaine. En rupture de tendance, celles de Compiègne, Beauvais, Laon et les parties picardes des zones de la Vallée de la Bresle et de Roissy-Sud Picardie ont perdu des emplois entre 2006 et 2011, car le repli des effectifs dans la sphère productive, et notamment dans la fonction fabrication, n'est plus compensé par les gains de la sphère présente. Celle-ci se contracte même dans la zone d'emploi de Laon, en raison de la diminution de l'emploi dans les fonctions à orientation présente et en particulier l'administration publique. La baisse de l'emploi s'amplifie sur la période récente dans les zones d'emploi qui en perdait déjà avant 2006 : la Thiérache, Saint-Quentin, Péronne, Soissons et Tergnier. Depuis 2006, l'emploi dans la sphère présente a cessé de croître dans les zones de la Thiérache et de Saint-Quentin, des territoires où la population n'augmente plus. ■

5 Seules trois zones d'emploi picardes ont créé des emplois de 2006 à 2011

Taux de variation annuel moyen de l'emploi de 1982 à 2006 et de 2006 à 2011



Note de lecture : dans la zone d'emploi de Château-Thierry, l'emploi total a progressé de + 0,33 % par an en moyenne de 1982 à 2006 et de + 0,67 % par an en moyenne de 2006 à 2011.

Sources : recensements de la population, exploitations complémentaires au lieu de travail

Définitions

Sphères : La sphère "productive" regroupe les activités potentiellement exportatrices de biens et services, soit pour l'essentiel l'agriculture, l'industrie, le commerce de gros et les services aux entreprises.

La sphère "présentielle", tournée vers la satisfaction des besoins des personnes présentes, qu'elles soient résidentes ou touristes, regroupe notamment le commerce de détail, la santé et l'action sociale, l'éducation, les services aux particuliers, l'administration et la construction.

Fonctions : L'approche par les fonctions est établie à partir de la profession occupée par les actifs. Quatre grandes catégories de fonctions peuvent être identifiées : les fonctions de production concrète (fabrication industrielle, bâtiment-travaux publics et production agricole), les fonctions métropolitaines (commerce inter-entreprises, conception-recherche, culture-loisirs, gestion, prestations intellectuelles), les fonctions transversales (entretien-réparation, transports-logistique) et les fonctions à orientation présente (administration publique, distribution, éducation-formation, santé-action sociale, services de proximité).

Contributions à la croissance : La croissance de l'emploi peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes par sphère ou par fonction. La contribution d'une sphère (ou fonction) à l'évolution de l'emploi au cours d'une période est égale au produit du taux d'évolution de l'emploi dans cette sphère (ou fonction) au cours de cette période par son poids dans l'emploi en début de période.

Insee Picardie
1, rue Vincent Auriol
CS 90402
80004 Amiens Cedex 1

Directrice de la publication :
Yvonne Pérot

Chef du service Études-Diffusion :
Danièle Lavenseau

Rédactrice en chef :
Nathalie Salomon

ISSN : 2416-8858
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- www.insee.fr/picardie
- Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi Insee Première °1538 - février 2015
- Autres régions voir le communiqué de presse national

